

du 21 au 27 juillet 1994

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Tournée du Vancouver Chamber Choir en Extrême-Orient

Le 27 juillet 1994, n° 151

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé [...] l'octroi d'une subvention de 70 000 dollars au Vancouver Chamber Choir pour une tournée de concerts au Japon et en Corée du 27 juillet au 23 août 1994. "Le Vancouver Chamber Choir participera à deux concours de niveau international et se produira dans plusieurs grandes villes d'Asie. Les échanges culturels sont un élément important des relations internationales du Canada et je souhaite aux membres du Vancouver Chamber Choir beaucoup de succès lorsqu'ils représenteront le Canada au cours de cette tournée extraordinaire", a dit M. Ouellet.»

M. Ouellet condamne les attaques contre des cibles israéliennes et juives

Le 27 juillet 1994, n° 150

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a condamné [...] l'attentat à la bombe contre l'ambassade d'Israël à Londres, et les attaques contre des cibles juives au Royaume-Uni, en Argentine et à Panama. [...] "Ces actes de terrorisme ne servent qu'à souligner l'importance de conclure une paix juste au Moyen-Orient et témoignent de la sagesse, du courage et du leadership de ceux qui ont combattu si fort pour la paix, surtout le premier ministre israélien, M. Rabin, le président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Arafat, et le roi Hussein de Jordanie", a déclaré M. Ouellet.»

M. Ouellet se réjouit de la signature de l'accord entre la Jordanie et Israël

Le 25 juillet 1994, n° 149

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a accueilli chaleureusement [...] la signature de la Déclaration de Washington par le roi Hussein et le premier ministre Yitzhak Rabin, qui met un terme à «l'état de belligérance» entre la Jordanie et Israël. "La signature de la Déclaration de Washington représente une étape historique de plus vers la conclusion d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient. Tous les Canadiens et les Canadiennes rendent hommage au leadership et au courage du roi Hussein et du premier ministre Rabin", a affirmé M. Ouellet.»

DISCOURS :

«[...] En inaugurant hier le Forum régional de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] [FRA], nous avons établi une autre tribune importante qui permettra de mener des consultations dans le cadre du processus établi par l'ANASE. En créant le FRA, nous avons mis sur pied quelque chose de nouveau, quelque chose qui tout à la fois reflète les profondes transformations qu'a subies la situation internationale et montre la voie de l'avenir. Inspirés par les traditions de discussion et de consensus de l'ANASE, nous avons commencé à élaborer un cadre au sein duquel pourra être mené un dialogue qui favorisera la sécurité par la coopération et contribuera à assurer la stabilité et la prospérité de la région. [...] Je voudrais aborder brièvement trois questions qui intéressent particulièrement l'ANASE et les partenaires du Dialogue. Je veux parler du Cambodge, du Viet Nam et de la Birmanie. Le Cambodge représente l'une des grandes réussites des opérations internationales de maintien de la paix, tout en continuant de poser de grands défis. Le Canada est fier d'être parmi les signataires des Accords de paix de Paris. Nous avons fourni plus de 200 militaires et de 100 civils à la plus vaste opération de maintien de la paix jamais menée par les Nations Unies. C'est donc avec une inquiétude croissante que nous prenons note des derniers événements dans ce pays, qui risquent de réduire à néant les progrès réalisés au prix de tant d'efforts. Les Khmers rouges, dont les épouvantables violations des droits de la personne ont horrifié le monde entier au cours des années 70 et qui ont boycotté les élections organisées sous l'égide de l'ONU, poursuivent la guerre civile au Cambodge. Même si, en dernière analyse, ce sont les Cambodgiens eux-mêmes qui devront établir une paix durable pour permettre la reconstruction de leur pays, il est dans l'intérêt de la communauté internationale toute entière de faire en sorte que le gouvernement élu soit soutenu et que des mesures très énergiques soient prises afin que les Khmers rouges ne reçoivent aucune aide. Le Viet Nam poursuit sa réintégration au sein de l'économie régionale et mondiale, processus auquel le Canada accorde tout son appui. Nos relations bilatérales avec le Viet Nam continuent de s'améliorer. En juin, le Canada a accueilli le vice-premier ministre vietnamien, M. Phan Van Khai. Au cours de cette visite, nos deux pays ont signé les premières ententes en matière de coopération économique et de développement. Dans ce contexte, nous prévoyons un élargissement rapide de nos relations commerciales. Nous nous inquiétons par ailleurs du fait que la stabilité reste précaire dans un autre pays de cette région. Je fais allusion à la Birmanie, où le régime militaire répressif continue de bloquer les réformes démocratiques, d'emprisonner arbitrairement ses opposants politiques et d'imposer à une grande partie de sa population un traitement dur et injuste. Bien que l'ouverture de la Birmanie à ses voisins après des décennies d'isolement volontaire soit un signe encourageant, qui nous permet d'espérer que le régime adoptera des politiques plus modérées au cours des prochaines années, nous attendons toujours la preuve d'un engagement réel envers les réformes politiques. Nous exhortons le régime birman à calmer les inquiétudes de la communauté internationale en libérant tous les prisonniers politiques et en prenant des mesures concrètes pour restaurer la démocratie. Nous espérons que les autres pays, notamment nos partenaires de l'ANASE, tiendront compte de ces inquiétudes dans leur attitude envers la Birmanie, peut-être en adoptant des critères servant à mesurer les progrès des réformes. [...]»
Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la Conférence postministérielle de l'ANASE, séance publique six plus sept, Bangkok, Thaïlande, le 26 juillet 1994, 94/38.

«En ma qualité de ministre du Commerce international, je suis confronté à des questions qui dépassent le cadre du commerce international des biens. Comme vous le savez fort bien, la notion de commerce s'applique également aux services et, de plus en plus, la prestation de services sur un marché étranger suppose la réalisation d'un investissement. Dans le cas du Canada et de l'Europe, les courants de l'investissement sont devenus l'un des volets fondamentaux de nos relations bilatérales. [...] Le traitement national, les différences entre les cultures et les marchés, la diversité des normes et pratiques commerciales, et la proximité des clients ne sont que quelques-uns des principaux facteurs qui ont fait de l'investissement l'une des techniques de pénétration des marchés les plus efficaces d'un groupement économique régional à l'autre, comme c'est le cas par exemple, pour l'Amérique du Nord et l'Europe. [...] Dans le domaine de l'investissement, un certain nombre d'accords bilatéraux sont déjà en place dans le but de favoriser les mouvements de capitaux dans les deux sens. D'autres négociations sont en cours avec l'Union européenne en vue de la conclusion d'accords sur les normes, les sciences et la technologie ainsi que sur la coopération douanière [...] À l'échelle multilatérale, notamment au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], et du GATT [Accord général sur les tarifs

douaniers et le commerce] ou de l'OMC [Organisation mondiale du commerce], on s'emploie à définir des principes et à cerner les questions de manière à parvenir à un accord international sur l'investissement ayant pour effet d'assujettir ce dernier à une discipline semblable à celle qui s'applique au commerce des biens et des services. La nécessité d'une discipline de ce type tient au fait que, malgré les progrès accomplis, de nombreux pays n'ont pas encore suffisamment libéralisé leur législation et leur réglementation en ce qui concerne les investissements étrangers. On a également observé un accroissement des obstacles officiels à l'investissement. À l'autre extrême, de nombreux pays vivement désireux d'attirer des investissements étrangers se livrent à des pratiques abusives, par exemple, le recours à des incitations exagérément généreuses. [...] En l'absence d'un régime international, le Canada est parvenu à accroître ses investissements à l'étranger et à mieux assurer leur protection au moyen de l'Accord de libre-échange nord-américain et d'un certain nombre d'accords bilatéraux de protection de l'investissement étranger. [...]

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion d'un dîner offert par la Deutsche Bank, Toronto (Ontario), le 21 juillet 1994, 94/37.

«[...] Le Canada a été un fervent partisan de la tenue d'un forum réunissant autant de participants, car nous estimions que pour discuter sérieusement de sécurité, il fallait que tous les principaux intervenants régionaux soient présents. [...] Les problèmes de sécurité auxquels nous devons nous attaquer ne manquent pas. La situation dans la péninsule coréenne est le sujet de préoccupation le plus immédiat. [...] Il existe d'autres menaces pour la sécurité régionale. Elles ne revêtent peut-être pas un caractère aussi immédiat que la situation en Corée, mais elles ont une grave incidence sur la stabilité et la sécurité de la région, comme la course aux armements conventionnels, la prolifération des armes nucléaires et des systèmes de missiles ainsi que les problèmes complexes résultant des revendications territoriales concurrentes dans la mer de Chine méridionale. [...] Nous devons également prendre en considération les nouveaux dangers qui menacent notre sécurité collective — la dégradation de l'environnement, les migrations incontrôlées, l'inégalité du développement économique, la consommation et le trafic des stupéfiants, la piraterie, de même que des problèmes de santé comme la propagation du SIDA. [...] Ce Forum offre une occasion unique de renforcer la sécurité dans la région et de formuler, pour l'Asie-Pacifique, une vision stratégique porteuse d'un cadre pour la sécurité régionale et de mécanismes de prévention et de résolution des conflits. [...] L'élaboration d'un cadre régional prendra du temps. La région de l'Asie-Pacifique est vaste et diverse et commence à peine à se créer des habitudes de coopération multilatérale en matière de sécurité. Nous devons respecter les traditions de dialogue, de consultation et de consensus qui nous ont toujours bien servis dans d'autres forums de l'ANASE. Nos progrès seront lents, mais ils doivent viser un but définissable. [...] Outre le cadre de sécurité, en constante évolution, nous devrions aussi songer à implanter certaines mesures modestes qui permettraient de renforcer la confiance et de favoriser la transparence entre nos pays. Nous pourrions d'abord définir un ensemble de principes directeurs pour les relations entre les États de la région. Les instruments en place, comme la Charte des Nations Unies, le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est et les cinq principes de coexistence pacifique, constituent un bon point de départ pour notre étude. Les principes que nous adopterons devraient être dynamiques et évoluer à mesure que l'habitude du dialogue se confirmera. De même, nous ne devrions pas hésiter à explorer d'autres mesures pratiques de coopération dans les régions déterminantes pour la sécurité et la paix à long terme, des mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité, de gestion des conflits et de contrôle de la non-prolifération. [...]

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la réunion inaugurale du Forum régional de l'ANASE, Bangkok, Thaïlande, le 25 juillet 1994, 94/36.

«[...] Ma visite en Asie vise à renforcer l'engagement de notre gouvernement envers cette région, à intensifier nos relations bilatérales et à exprimer notre volonté de coopération dans le cadre de forums multilatéraux. [...] Sur les plans politique et économique, le Japon et le Canada sont des interlocuteurs et des partenaires clés au sein d'organismes multilatéraux d'une importance fondamentale pour nos deux pays, comme la nouvelle Organisation mondiale du commerce, le G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés], l'Organisation des Nations Unies, l'APEC et divers autres organismes réunissant des pays de l'Asie et du Pacifique. L'an prochain, le Canada présidera le Sommet économique tandis que le Japon sera l'hôte des réunions des dirigeants de l'APEC. Nous nous réjouissons à l'avance de travailler en collaboration étroite avec le Japon pour assurer le succès de ces deux événements. [...] J'ai également profité de ces entretiens pour souligner toute l'importance que le Canada attache à la réforme des Nations Unies. Alors qu'approche le 50^e anniversaire de la création de l'ONU, le Canada continuera de collaborer avec le Japon afin de faire adopter les réformes clés nécessaires pour rendre l'Organisation plus efficace. Le Canada est évidemment favorable à un rôle accru du Japon au sein de l'ONU. Par ailleurs, le Japon seconde les efforts déployés par le Canada pour accroître l'efficacité de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. [...] Nous estimons que le gouvernement japonais est sur la bonne voie lorsqu'il s'efforce de promouvoir la croissance économique en stimulant la demande intérieure par la déréglementation et l'ouverture de son marché. Nous croyons que cette approche constitue la meilleure façon de résoudre le problème des déséquilibres de la balance commerciale, car elle est conforme à l'esprit du libre-échange multilatéral et au système commercial international fondé sur des règles, auquel nos deux pays sont attachés. Le marché du Japon évolue au même rythme que son économie. Nous accroîtrons nos exportations vers le Japon dans la mesure où nous saurons nous positionner dans les segments où la demande augmente le plus rapidement, ceux des produits à forte valeur ajoutée. Parallèlement, il nous faudra maintenir nos exportations traditionnelles de produits provenant des ressources naturelles, qui constituent toujours la majeure partie de nos relations commerciales. [...]

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, devant la Chambre de commerce du Canada au Japon et la Société Canada-Japon, Tokyo, Japon, le 21 juillet 1994, 94/35.

ACDI

Le Canada apporte une aide supplémentaire aux victimes du conflit au Rwanda

Le 21 juillet 1994, n° 94-25

«M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État à l'Amérique latine et à l'Afrique, a annoncé [...], au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, que le gouvernement du Canada apportera une aide additionnelle aux victimes du conflit au Rwanda. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a mis en réserve une somme de 10 millions de dollars en vue de contribuer à la résolution de la crise. Au moins 1 million de dollars serviront à fournir de l'eau potable aux réfugiés. Ces fonds permettront l'achat d'installations sanitaires, de fournitures médicales et de matériel de secours. Un montant de 2 million de dollars va aussi permettre l'achat d'aliments canadiens tels que des fèves, des pois et des lentilles. [...] L'assistance humanitaire totale fournie par le Canada aux Rwandais s'élève à 21,8 millions de dollars. [...] Suite à des efforts de collaboration entre l'ACDI et le ministère de la Défense nationale, le ministre de la Défense, M. David Collenette, a accepté de dépêcher un Hercules C-130 afin d'assurer le transport du matériel de secours dans les régions où se trouvent les réfugiés. [...] Depuis le mois d'avril, le Canada assure la seule liaison aérienne continue entre Nairobi, au Kenya, et Kigali, la capitale du Rwanda. Les avions des Forces canadiennes ont effectué 137 vols au Rwanda et dans les pays avoisinants. L'arrivée de cet avion permettra de mieux appuyer les efforts des Nations Unies et des ONG [organisations non gouvernementales] dans cette région du monde.»

À VENIR :

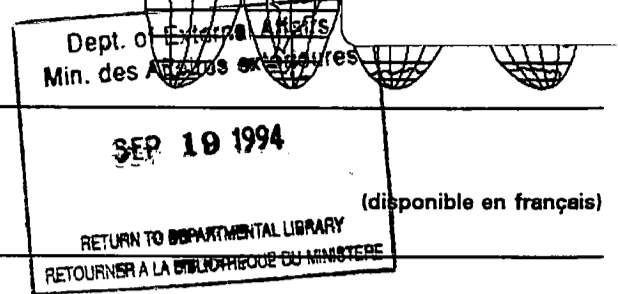
8-28 août 1994 :	Jeux du Commonwealth (Victoria, Colombie-Britannique)
5-13 septembre 1994 :	Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, Égypte)
24 octobre 1994 :	Lancement des activités commémoratives du 50 ^e anniversaire des Nations Unies
25-26 novembre 1994 :	Réunion des ministres de l'APEC (Jakarta, Indonésie)

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

DOCS
This
in T
For
Sep 14,
1994
Copy 1

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

September 8-14, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

MacLaren Promotes Canadian Business Ties With Michigan

September 14, 1994, no. 177

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, will visit Detroit, September 15-16, to promote Canadian trade and investment interests in Michigan and offer his support to new Canadian exporters. Mr. MacLaren will hold discussions with U.S. business leaders, including executives from the Big Three auto manufacturers, retailers, bankers and customs brokers. "Canadian companies, particularly small and medium-sized companies located along the U.S. border, must continue to make efforts to enlarge their presence in the U.S. market," Mr. MacLaren said. "There is no better time than the present, with trade between Canada and the United States at record levels, to raise the profile of Canadian goods and services and find new customers." With total two-way trade between Canada and Michigan at nearly \$61 billion, mainly in automotive products, the state is a larger market for Canadian goods than Japan.

Ouellet Announces Canada-Poland Entrepreneurs Fund

September 12, 1994, no. 176

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced Canada's intention to establish a \$32-million Canada-Poland Entrepreneurs Fund to support the development and growth of small and medium-sized business enterprises in Poland. "Small and medium-sized companies are at the forefront of Poland's economic turnaround and are critical to the success of the Polish government's efforts to foster a vibrant free market economy. This innovative fund will provide direct assistance to the grass-roots entrepreneurs and managers who are a major source of new employment and the driving force behind Poland's rapidly growing private sector," said Mr. Ouellet. The Canada-Poland Entrepreneurs Fund will provide financial assistance to small and medium-sized enterprises in a selected region of Poland through the provision of short-term credit, long-term equity and a loan guarantee program. Supporting business advisory services and training will also be provided under the project.

Ouellet Announces Assistance Package for Poland

September 12, 1994, no. 175

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced a series of new Canadian technical assistance initiatives totalling \$3.85 million designed to support political and economic reform in Poland. The projects focus on entrepreneurial training, support for enhanced inter-country agricultural trade and a volunteer youth service program. "These new initiatives provide practical, immediate assistance in areas of primary importance to Poland and underline Canada's commitment to support Poland during this period of democratic and economic transformation. Drawing upon the historic ties between our countries, the projects will establish direct, one-to-one links between Canadian and Polish individuals and organizations." One project will provide entrepreneurial and small business start-up training to close to 1500 Polish entrepreneurs to support the growth of private enterprise at the grass-roots level in Poland. The second project will work to upgrade dairy and related agricultural industries in both Poland and Ukraine and to encourage agricultural trade between the two countries. The third initiative will introduce an international youth service program to engage young volunteers from Poland, Hungary and Canada in community development projects.

Canada and Poland Sign Mutual Legal Assistance Treaty

September 12, 1994, no. 174

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Canada and Poland have signed a Treaty on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters. The Treaty was signed by Mr. Ouellet and the Minister of Foreign Affairs of the Republic of Poland, Andrzej Olechowski, at a ceremony this morning on Parliament Hill. "The signing of this Treaty is important for both Canada and Poland as it seeks to ensure that evidence gathered in either country is in a form that will be admissible in the courts of both countries," said Mr. Ouellet. The agreement provides for co-operation between police and prosecutors in Canada and Poland in the areas of crime prevention, investigation and prosecution. More specifically, it includes sharing information, gathering and delivering evidence, obtaining statements, locating persons and objects, carrying out search and seizure, and making available detained persons to give evidence or to assist with investigations.

Ouellet Announces Creation of APEC Study Centre

September 8, 1994, no. 173

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that the Asia Pacific Foundation of Canada (APFC) has been designated as the site of a new Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) Study Centre in Canada. The Centre will serve as a clearing house for a wide range of information on the Asia-Pacific region, including studies by international organizations and think tanks, research abstracts, government and private sector market studies, academic works in progress and articles in publications and on electronic networks. It is part of the APEC Leaders Education Initiative launched at the Seattle Summit of APEC leaders last November. Mr. Ouellet said that the APFC was chosen as the site of the APEC Study Centre because of the independent non-profit organization's ongoing efforts to promote awareness and understanding of the Asia-Pacific in Canada, as well as knowledge about Canada in the region. Established in 1984, the APFC works to increase Canada's competitiveness in the Asia-Pacific region and to develop institutional and personal networks between Canada and Asia.

Ouellet Announces Grants for British-Columbia Cultural Groups

September 8, 1994, no. 372

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced, during a visit to Vancouver, grants to four British Columbian cultural groups totalling \$132 500. The groups are: Ballet B.C.; the Karen Jamieson Dance Company; the Sen'klip Native Theatre Company; and the Vancouver International Film Festival.

STATEMENTS:

Vancouver is a Pacific city, and it is therefore appropriate that two of Vancouver's major dance companies will be performing across the Pacific in Tokyo this fall. I know that a great deal of planning has gone into these projects, and that their success depends on input from many quarters. Your performances will provide Japanese audiences with an opportunity to experience the creativity and the variety of Canadian dance from the West Coast, and I am certain that you will add an important strand to our bilateral relationship. I am pleased to present cheques to Mr. Howard Jang, General Manager, Ballet B.C., and Mr. Jay Rankin, General Manager, Karen Jamieson Dance Company.... The International Cultural Relations Program is also helping the Vancouver International film Festival which has built a solid reputation amongst the international film community, and provides strong support for the marketing of Canadian films. I would like to present a cheque to Ms. Jane MacDonald, Executive Director, Vancouver International Film Festival.... I am pleased that the Sen'klip Native Theatre Company will be undertaking an extensive tour of major German and Dutch cities. Its commitment to increase the awareness of the Okanagan culture through theatre will help to encourage more tourism from these countries to the West Coast. Canada has a great deal to offer European visitors, and the tourism industry is a major force of the Canadian economy. I would like to now present a cheque to Ms. Inga Frank, Playwright with the Sen'klip Native Theatre Company.

Notes for an address by the Honourable André Ouellet Minister of Foreign Affairs, on the Occasion of Grant Presentations to British Columbian Cultural Groups (Vancouver, British Columbia, September 8, 1994, 94/50)

Of all the barriers that stand between the signature of the Uruguay Round in Marrakech and the actual implementation of the World Trade Organization, the biggest are to be found in Washington. As the world's largest economy, and as the linchpin of the Uruguay Round Agreement, how the U.S. government handles its implementing legislation will determine both the timing and content of other countries' legislation.... Globalization has created stresses and strains in virtually every country. The challenges of globalization are not just economic, but also social, technological, environmental and political. As economies have grown more integrated, local interests have pressed national governments to seek their own domestic advantage through erosion of freer trade commitments. Powerful players too often see multilateral, regional and bilateral trade negotiations as manoeuvres in a zero-sum war for jobs, growth and technology — a win/lose struggle of the economically fittest. It leads to "beggar-thy-neighbour" trade policies that provide the short-term appearance of local gain while creating long-term impediments to national and international progress, growth and prosperity. Too often the tenets and the long-term benefits of free trade are forgotten. Too quickly people forget the big picture.

Notes for an address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the California Council for International Trade (San Francisco, California, September 9, 1994, 94/49)

Allow me to conclude by suggesting a few guidelines which I believe should be considered in the determination of appropriate international action to meet the security challenges of the 1990s. First, there is the importance of clarity of purpose. Second, pragmatic architecture — building from the ground up, winning public support along the way, and expanding the range of those with stakes in making things work. Third, persistence. Fourth, building as widely as possible around a central focus. Fifth, a combination of vision and modesty: in looking at the drama of a final, successful result, we often lose sight of the many small steps that conditioned and prepared the ground for a breakthrough. Last, follow-up: it is in all of our interests to ensure that this tireless work achieves laudable objectives not only in the short run, but also over the long term. We cannot turn our backs at the first signs of success. We must be there for the long haul.

Notes for an address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the International Institute for Strategic Studies (Vancouver, British Columbia, September 8, 1994, 94/48)

FINANCE

First Annual Financial Report of the Government of Canada Released
1993-1994 deficit is \$42 Billion

September 14, 1994, 94-081

Finance Minister Paul Martin released the first Annual Financial Report of the Government of Canada, which provides a review of federal finances for 1993-1994. The report today established that the federal deficit for 1993-1994 was \$2 billion lower than forecasted last fall. "It is heartening to see that as a result of stronger economic growth and continued evidence of positive factors at play in the Canadian economy we are able to announce lower-than-expected deficit numbers," Mr. Martin said. With the \$42-billion deficit for 1993-1994, Canada's net public debt reached \$508.2 billion, or \$17 484 for every Canadian. The net public debt was 71.4 per cent of gross domestic product

Government Announces Innovative New Canada Savings Bonds

September 8, 1994, 94-080

Secretary of State Doug Peters, on behalf of Finance Minister Paul Martin, announced the introduction of an important innovation to the new issue of Canada Savings Bonds (series 49), which will go on sale Monday, October 3. This year Canada Savings Bonds will provide guaranteed minimum interest rates for each of the next three years. These rates will apply to both the new issue of CSB's and to all outstanding unmatured issues. CSB's will continue to be cashable at any time. Details on the interest rate setting for both the new bonds and the outstanding issues will be announced in late September.

UPCOMING EVENTS:

September 26-30, 1994: Foreign Affairs Minister at United Nations General Assembly (49)
(New York, New York)

October 24, 1994: Launch of United Nations 50th Anniversary Commemoration Activities

November 11-12, 1994: APEC Ministerial Meeting (Jakarta, Indonesia)

December 3-9, 1994: Conference on Security and Co-operation in Europe Summit (Budapest, Hungary)

December 9-10, 1994: Hemispheric Summit (Miami, Florida)